

Initiatives ministérielles

parler des responsabilités plutôt que des pouvoirs, le débat et le ton de ce débat changeront radicalement.

Il est extrêmement important de miser sur les avantages que nous avons, mais nous devons nous tourner vers l'avenir. Nous devons regarder devant nous et voir notre place dans le monde. Regardons le Canada d'aujourd'hui, regardons le dernier sondage des Nations Unies. Le Canada a été déclaré le meilleur pays où vivre et fonder une famille.

Il n'y a rien de mal à cela. C'est quelque chose dont tous les Canadiens devraient être fiers. C'est mon vœu le plus cher que tous les Canadiens aient un jour la chance non seulement de visiter toutes les régions du Canada et de voir à quel point ce pays est grandiose, mais aussi d'aller à l'étranger, que ce soit pour une semaine ou une journée. Je défie ceux qui l'auront fait de venir me dire qu'il y a un endroit en dehors du Canada, n'importe où dans le monde, où ils se sentent chez eux.

Je sais par expérience, parce que j'ai voyagé d'un pays à l'autre, que notre pays est le meilleur endroit du monde où élever une famille. Je le dis maintenant, et je le savais avant même que les Nations Unies publient les résultats de leur enquête parce que, comme bon nombre de Canadiens, j'ai immigré ici. Nous savions à l'époque, comme nous le savons maintenant et pour toujours, que personne, nulle part dans le monde, n'aurait jamais toutes les possibilités qui nous étaient offertes ici au Canada.

Prenez moi en exemple. Quand je suis arrivé ici, j'étais illettré et je ne parlais ni français ni anglais. En arrivant ici, j'ai pu me bâtir un avenir. J'ai pu faire venir ma famille et lui assurer un avenir. Je regarde autour de moi et je ne peux que me demander dans quel autre pays j'aurais pu, en tant qu'immigrant, profiter des mêmes possibilités qui m'ont été offertes ici, au Canada. Nulle part. Je suis sûr que mon collègue de Kingston et les Îles ainsi que mes collègues de Calgary et d'Edmonton seront d'accord avec moi. Le Canada est un pays aux possibilités infinies.

Pourquoi voudrions-nous d'un seul coup le réduire à néant? Pourquoi voudrions-nous vendre le meilleur pays du monde? Cela me dépasse.

Je ne peux parler qu'au nom de mes électeurs sur cette question, mais je dois dire que je ne suis pas intéressé à voir le gouvernement verser de l'argent à quiconque aurait autre chose en tête que la défense d'un Canada uni, juste et équitable.

Je souscrirai à contrecœur au projet de loi, car il convient d'y examiner de nombreux aspects de forme. J'espère cependant que, vu les compétences de nom-

breux députés de notre caucus, notamment de celui de Kingston et les Îles, le leader du gouvernement à la Chambre se réunira avec le député et ceux des autres partis politiques pour aplanir les difficultés, de sorte que nous puissions avoir un projet de loi dont nous serons fiers.

Pour terminer, le gouvernement doit se rappeler une chose: il s'agit d'une question à laquelle tous les députés de la Chambre qui croient au Canada doivent collaborer. Elle doit donc demeurer non sectaire dans notre esprit. Nous ne pouvons pas faire preuve de partialité politique, sinon nous perdrons beaucoup.

Alors, le chef de l'opposition, le chef du Nouveau Parti démocratique et le premier ministre doivent tous les trois partager la même plate-forme de façon à promouvoir l'unité canadienne. En outre, il faut offrir à tous les députés de la Chambre la possibilité de faire de même. Ils doivent pouvoir le faire, car c'est leur devoir et leur responsabilité.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 16 h 45, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui et en conformité avec les dispositions du paragraphe 78(3), j'ai le devoir d'interrompre les délibérations et de mettre immédiatement aux voix toutes les motions nécessaires pour mettre fin à l'étude en deuxième lecture du projet de loi dont la Chambre est maintenant saisie.

Le vote porte sur l'amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter l'amendement?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): Que tous ceux qui sont en faveur de l'amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Paproski): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): À mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

Le président suppléant (M. Paproski): Convoquez les députés.

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté.)